

L'état de santé de votre patient vous amène à lui prescrire un arrêt de travail. Afin de permettre son indemnisation, des règles simples sont à respecter.

PRESCRIPTION INITIALE D'UN ARRÊT DE TRAVAIL

- **Les éléments médicaux justifiant l'arrêt de travail doivent être précisés. Veillez à bien renseigner la pathologie ou les éléments symptomatiques à l'origine de votre prescription. Cette indication est obligatoire.**
 - **Il faut, le cas échéant, indiquer si l'état de santé nécessitant l'arrêt de travail est lié à :**
 - une affection de longue durée
 - un état pathologique résultant de la grossesse.
- ⇒ Afin de préserver le secret médical, des enveloppes vous sont remises en même temps que les avis d'arrêts de travail. Ces enveloppes permettent à votre patient d'adresser directement les volets 1 et 2 au service médical de son organisme d'Assurance Maladie.

NOUVEAU

- **Les horaires de sortie que vous souhaitez prescrire éventuellement à votre patient doivent être précisés avec un maximum de trois heures consécutives par jour. Les sorties libres (sans précisions d'horaires) ne sont plus autorisées.**
- ⇒ Dans l'attente du nouvel imprimé d'avis d'arrêt de travail prenant en compte cette disposition, il est nécessaire de barrer l'indication « de 10 à 12 heures et de 16 à 18 heures » et éventuellement d'inscrire en dessous la tranche horaire de sorties permises.

En cas de non-respect de ces règles, des dispositifs de sanctions (pénalités, accord préalable) pourront être engagés à votre rencontre par l'Assurance Maladie.

Des pénalités sont également possibles pour votre patient, s'il ne respecte pas le délai de 48 heures pour adresser son arrêt de travail à sa Caisse d'Assurance Maladie.

PROLONGATION D'UN ARRÊT DE TRAVAIL

NOUVEAU

Pour que les indemnités journalières soient versées, la prolongation d'un arrêt de travail doit être prescrite :

- par le médecin traitant ou son remplaçant
- ou par le médecin prescripteur de l'arrêt initial ou son remplaçant
- ou par un médecin spécialiste consulté à la demande du médecin traitant
- ou par un médecin hospitalier en cas d'hospitalisation.

Dans les cas où la prolongation ne provient ni du médecin traitant ni du prescripteur de l'arrêt initial, l'assuré ou vous-même devez en expliquer le motif sur l'arrêt de travail.

PRESCRIPTION D'UNE REPRISE À TEMPS PARTIEL

Vous estimez que la reprise du travail à temps partiel pourrait être de nature à favoriser l'amélioration de l'état de santé de votre patient.

- Vous prescrivez alors une reprise à temps partiel dite « pour motif thérapeutique ».
- Votre patient devra obtenir un accord du service du contrôle médical.
- Il devra également obtenir l'accord de l'employeur suite à un avis du médecin du travail.
- Cette reprise à temps partiel pour motif thérapeutique fait obligatoirement suite à un arrêt de travail à temps complet.